



## **Communiqué du Collectif Inter Hôpitaux le 26 juin 2020**

Cinq représentantes du Collectif Inter Hôpitaux\* ont rencontré hier soir le Ministre de la Santé.

Ce dernier a confirmé le plan d'attribution des six milliards d'euros pour les personnels non médicaux de tous les établissements (publics, privés lucratifs ou non lucratifs) en négociation avec les organisations syndicales présentes au Ségur de la Santé. Les représentantes ont exprimé la volonté que la négociation aboutisse à une revalorisation salariale significative amenant les personnels à la moyenne de l'OCDE, et ont rappelé les problématiques géographiques liées au coût de la vie.

Au sujet des embauches de personnel, aucun plan n'est prévu. Le CIH demande l'abandon des normes de personnels déconnectées du réel et rappelle la nécessité d'augmenter drastiquement le temps soignant au lit du patient.

Par ailleurs, le CIH a réitéré sa demande de démocratie participative au sein des hôpitaux, élément majeur pour garantir une confiance retrouvée en redonnant leur place aux soignants. L'installation de la co gouvernance démocratique à tous les échelons est une attente fondamentale. Il n'est pas possible d'ouvrir les possibilités de réorganisation, de suppression des strates administratives ou des pôles, à la seule bonne volonté des instances en place. La consultation de tous les soignants concernés de l'établissement doit être déterminante dans le choix des organisations.

Le Ministre a souligné qu'il souhaitait de la souplesse et moins de bureaucratie et de normes dans le domaine de la qualité et des organisations. Le CIH a insisté sur la nécessité de faire confiance aux soignants.

Au sujet des fermetures de lits, le Ministre a dit avoir gelé les restructurations et ne plus vouloir de « fermeture sèche sans solution ». Le CIH demande que les COPERMOs et les projets en cours soient tous réévalués.

Au sujet de l'ONDAM, le Ministre n'envisage pas d'autre méthode de décision que celle actuelle.

Le CIH veut que le Ségur réponde aux attentes légitimes exprimées et demande que le texte final les prenne en compte. Le CIH s'associera à la journée d'action du 30 juin afin de manifester son inquiétude. Les décisions sont cruciales pour la prise en charge des patients, la qualité et la sécurité des soins et l'avenir de l'hôpital public.

\*Julie Bourmaleau cadre de santé Paris, Marie Citrini représentante des Usagers Paris, Anne Gervais médecin Paris, Céline Laville infirmière Poitiers, Marie-Astrid Piquet médecin Caen